

usine à une autre pour y travailler, puisque l'Etat *ouvrier* ne permet pas un déplacement de ce genre sinon à ceux qui sont munis d'un *passport* avec les *visas* accordés par la police (*passport* pour l'intérieur, tout comme sous le tsar), alors l'*ouvrier* « privé de la liberté de se déplacer, subissant à l'usine un terrible régime policier, ne pourrait malaisément se sentir un "travailleur libre" » (Trotski). D'où la conclusion, de l'*ouvrier* et de Trotski :

« Le fonctionnaire est pour lui un *chef*, l'Etat un maître. Le travail libre est incompatible avec l'existence de l'Etat bureaucratique. »

Mais le travailleur non-libre, l'*ouvrier* travaillant pour le *maître* sous un chef ou sous une équipe de *chefs bien payés* et ne touchant, lui, qu'un piètre minimum, lié à l'usine, à l'« appartement », aux règles imposées par son « maître » et par ses chefs qui lui ordonnent de les nommer « aimés » ou « grands », cet *ouvrier* ne dira guère que cet Etat est un Etat *ouvrier*. Lui, l'*ouvrier* qui est mis, par la nouvelle constitution, *formellement* sur le même pied que les ci-devant qu'il a combattus et qu'il voit « accumuler », licitement et illicitement; lui, l'*ouvrier* qui entend parler de « liberté » et de « démocratie » — pour les 10 à 20 millions de personnes de la *couche privilégiée*; lui, l'*ouvrier* qui est *emprisonné* chaque fois qu'il se risque à émettre un seul mot de critique; lui, l'*ouvrier* qui n'a plus de *syndicats* défendant ses intérêts, puisque les *syndicats* sont dirigés par ses « chefs », les « maîtres » auxquels « appartient » l'Etat soi-disant *ouvrier*; lui, l'*ouvrier* qui n'a pas de *parti* de sa classe, puisque le Parti Communiste n'est qu'une organisation de *police auxiliaire* de ceux qui ont « en quelque sorte » accaparé l'Etat *ouvrier*; l'*ouvrier*, lui, qui est « politiquement exproprié » par la bureaucratie et qui était *économiquement* exproprié, auparavant, par la bourgeoisie qu'il a chassé politiquement et économiquement pour être exproprié encore une fois — cet *ouvrier* n'appellera peut-être pas si volontiers cet Etat Etat *ouvrier*. Et si quelqu'un lui en veut, il lui dira peut-être, l'*ouvrier*, qui devrait quand même *sentir* quelque chose de la réalité de cet Etat *ouvrier* : « Ecoutez, cher ami, vous pensez plutôt comme nos *maîtres*, mais non pas comme nous autres *ouvriers*. »

Il dira peut-être encore, avec un sentiment amer, que Hitler appelle son parti fasciste « parti national-socialiste *ouvrier* » et que personne n'est tenu à croire cette déno-

mination *creuse* et mensongère. Il ajoutera peut-être encore une phrase de caractère plus théorique qui se trouve, elle aussi, chez Trotski : « *Le caractère de l'économie dépend donc entièrement de celui du pouvoir.* » S'il est marxiste, il trouvera peut-être exagéré ce mot « entièrement »; mais s'il appartient à ceux qui ont lutté *toute leur vie* pour la construction d'un véritable Etat *ouvrier*, pour une dictature prolétarienne dans le sens de Lénine, il dira peut-être : « Eh bien ! Le pouvoir, chez nous, c'est le pouvoir d'une couche qui n'a plus rien de commun avec l'*ouvrier*, et »... et il *serait fusillé pour avoir dit cette hérésie*, comme ont été fusillés les Zinoviev, Kaménev, Smirnov, comme aurait été fusillé Trotski, s'il s'était trouvé en U. R. S. S. *comme aurait été fusillé Lénine lui-même* — c'est l'avis de sa veuve, et elle l'a avoué dès 1925 — comme seront fusillés les anciens bolchéviks de la génération de Piatakov, Mouralov, Radek, Ouglanov, qui, fidèles serviteurs de Staline le « bien-aimé » durant des années, ont appartenu une fois à une opposition, et comme seront fusillés des centaines de communistes qui ne sont plus supportables pour les *maîtres* dans cet Etat *ouvrier*, sans mouvement ouvrier légal, sans contrôle ouvrier, sans les moindres libertés ouvrières, sauf celles d'acclamer le *chef*, le grand Staline, le *bien-aimé*, celui qui symbolise très bien cette caricature d'un Etat *ouvrier*.